

Basse-Terre, le 20 mars 2013

Rencontres régionales pour l'avenir de l'agroalimentaire Guadeloupe

Liste des propositions d'actions formulées :

N°	Libellé synthétique
1	Identification des produits transformés en Guadeloupe
2	Mise en place d'une instance de concertation régionale dans le domaine de l'agroalimentaire
3	Assurer la protection de la production locale par rapport aux produits à bas coûts importés de pays tiers voisins ou provenant de la métropole
4	Étendre le bénéfice du tarif réduit du droit de consommation à tous les alcools de fruits produits localement
5	Permettre la réexportation vers l'Union européenne des produits de la pêche importés en Guadeloupe
6	Développer la présence des produits issus des IAA guadeloupéennes dans la restauration collective
7	Mise en place d'une structure collective d'appui en R&D&I aux IAA guadeloupéennes
8	Permettre aux IAA d'assurer une formation adaptée et de qualité de leurs salariés
9	Relèvement du contingent de rhum agricole à fiscalité réduite applicable au rhum expédié de Guadeloupe en métropole
10	Appui au développement des exportations vers les États environnant de la Caraïbe

PROPOSITION N°1

ACTION : Identification des produits transformés en Guadeloupe

IAA porteur de la proposition :

1. Nature (niveau national ou régional) : niveau régional

2. Descriptif du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) :

Valorisation des produits locaux ou transformés localement au travers d'un label permettant au consommateur d'aisément identifier les produits alimentaires fabriqués et/ou transformés en Guadeloupe.

3. Durée et calendrier :

OBJECTIF :

1. Quel impact recherché sur le secteur à court, moyen et long terme :

Il existe actuellement plusieurs labels apposables sur les produits fabriqués localement :

- Logo RUP
- Produit Péyi de l'AMPI
- 100 % Péyi Guadeloupe de l'Iguavie
- Logos issus de démarches individuelles

Cette multiplicité des labels peut nuire à une identification rapide et simple par le consommateur, qu'il soit touriste ou guadeloupéen, des produits fabriqués localement de ceux importés qui présentent parfois un packaging pouvant laisser à penser qu'il s'agit de produits locaux.

- Il faut apporter une meilleure visibilité pour le consommateur sur ce que représente ces logos ou marques en terme de cahier des charges et de production locale.

- Il faut travailler avec les industriels sur le vecteur de communication le plus approprié.

- Il faut accompagner les industriels sur les conditions d'approvisionnement local et les critères de qualité exigés par ces labels ou marques.

2. Cohérence de l'action avec les enjeux du secteur :

3. Justification du niveau de priorité de l'action :

4. Appuis existants :

Étude sur la création d'une charte qualité des produits du terroir de Guadeloupe Expansion de 2010.

SYNERGIES :

1. Liens avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions :
2. Interaction avec d'autres ateliers thématique :
3. Possibilité d'ouverture de l'action à d'autres secteurs :
4. Possibilité d'expérimentation dans la région (si action de niveau national) :

CIBLE ET PARTICIPANTS :

1. Cible envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME) ;

Ensemble des industries agroalimentaires de la Guadeloupe assurant la transformation de produits à l'exclusion du simple reconditionnement.

2. Acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs) :

COUT PREVISIONNEL :

1. Liste et montants indicatifs des dépenses prévues :
2. Pistes de financements privés :
3. Modalités financières d'intervention publique :

PROPOSITION N°2

ACTION : Mise en place d'une instance de concertation régionale dans le domaine de l'agroalimentaire

IAA porteur de la proposition : Élie SHITALOU – IGUAVIE

1. Nature (niveau national ou régional) : niveau régional

2. Descriptif du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) :

Mettre en place une instance de concertation au niveau régional associant la distribution, la transformation et la production locale.

Cette instance pourrait être un comité stratégique régional des filières agroalimentaires fédérant les interprofessions avec une approche par projets s'inspirant des comités équivalents fonctionnant en métropole :

- . présidence par un industriel
- . étude de 3 à 4 projets par an (recensement des besoins en approvisionnement (emballages et pièces) ...)
- . logistique d'organisation et secrétariats assurés par les services de la Région / État / fonctionnement en approche projets.

3. Durée et calendrier :

Fin 2013

OBJECTIF :

1. Quel impact recherché sur le secteur à court, moyen et long terme :

Actuellement les importateurs et distributeurs ne se structurent pas en Guadeloupe au sein des interprofessions, il n'y a pas de réelle représentation collective en réunion en l'absence de syndicat des distributeurs, chaque enseigne ne représentant qu'elle-même. Les cotisations de la distribution et de l'importation aux interprofessions est beaucoup plus faible que ce qui est observé en Martinique.

Cette absence d'instance de discussion collective fait qu'il n'y a pas de possibilité de débat sur les sujets clefs :

- valorisation des produits locaux en GMS ;
- passage d'une variable d'ajustement faisant l'objet d'actions ponctuelles à un produit cœur de marché ;
- transparence sur les marges entre les produits locaux et les produits importés, la marge prise par les distributeurs sur les produits locaux pouvant être plus importante que pour les produits importés...

Les industries agroalimentaires rencontrent par ailleurs des difficultés à s'approvisionner localement notamment sur certains fruits et légumes pour leur besoin en terme de transformation ce qui leur impose de se tourner vers l'importation (Jus de fruit, confitures,...).

2. Cohérence de l'action avec les enjeux du secteur :

3. Justification du niveau de priorité de l'action :

4. Appuis existants :

SYNERGIES :

1. Liens avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions :

2. Interaction avec d'autres ateliers thématique :

3. Possibilité d'ouverture de l'action à d'autres secteurs :

4. Possibilité d'expérimentation dans la région (si action de niveau national) :

CIBLE ET PARTICIPANTS :

1. Cible envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME) ;

2. Acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs) :

COUT PREVISIONNEL :

1. Liste et montants indicatifs des dépenses prévues :

A compléter

2. Pistes de financements privés :

A compléter

3. Modalités financières d'intervention publique :

A compléter

PROPOSITION N°3

ACTION : Assurer la protection de la production locale par rapport aux produits à bas coûts importés de pays tiers voisins ou provenant de la métropole

IAA porteur de la proposition : Jean-Claude DE REYNAL – SOCREMA

1. Nature (niveau national ou régional) : niveau régional et européen

2. Descriptif du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) :

Soutenir les produits locaux face aux introductions de métropole ou d'importations à bas coût en provenance de pays tiers :

- par des dispositifs de taxation adaptés ;
- par le renforcement du contrôle des importations et de la distribution des produits concernés ;
- par l'adaptation des accords ACP à la caractéristique particulière des DOM insérés dans l'arc caraïbe.

3. Durée et calendrier :

OBJECTIF :

1. Quel impact recherché sur le secteur à court, moyen et long terme :

La production locale nécessite des outils industriels souvent surdimensionnés par rapport au marché local, un coût de la main d'œuvre supérieur aux pays environnant ce qui entraîne un surcoût par rapport à la production importée de métropole ou de environnement caraïbe. Les outils de financement actuels (FEADER, RSA, POSEI) sont insuffisants pour que la production locale soit véritablement concurrentielle par rapport aux importations.

Le relèvement de l'octroi de mer pour le café importé ayant permis une meilleure compétitivité coût est pris comme exemple à suivre pour les autres produits locaux.

Les produits locaux subissent une concurrence déloyale de produits importés de pays tiers, voir de l'Union européenne, alors qu'ils ne répondent pas à l'ensemble des critères de provenance, de qualité et de condition sanitaires (absence d'études de vieillissement permettant de justifier les DLC apposées). Il en est de même sur la transformation et la distribution de certains produits locaux (mareyage).

Le renforcement des contrôles au niveau des produits introduits depuis la métropole ou importés de pays tiers au stade de la distribution et de la restauration permettrait enfin de garantir la compétitivité des transformateurs locaux respectueux de la réglementation.

Il serait également nécessaire d'étudier l'impact des accords ACP-UE sur les territoires de l'UE très proches des pays tiers exportateurs de la caraïbe. Ces accords, conçus dans leur esprit pour des exportations vers l'UE continentale, peuvent abolir la barrière

douanière à l'entrée de ces produits en Guadeloupe alors qu'au contraire les barrières douanières à destination de ces mêmes pays demeurent. Une évaluation de l'impact de ces accords sur les DOM doit donc être réalisée avec la mise en place d'adaptation ou de dispositifs compensateurs.

2. Cohérence de l'action avec les enjeux du secteur :

3. Justification du niveau de priorité de l'action :

4. Appuis existants :

SYNERGIES :

1. Liens avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions :

2. Interaction avec d'autres ateliers thématique :

3. Possibilité d'ouverture de l'action à d'autres secteurs :

4. Possibilité d'expérimentation dans la région (si action de niveau national) :

CIBLE ET PARTICIPANTS :

1. Cible envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME) ;

2. Acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs) :

COUT PREVISIONNEL :

1. Liste et montants indicatifs des dépenses prévues :

2. Pistes de financements privés :

3. Modalités financières d'intervention publique :

PROPOSITION N°4

ACTION : Étendre le bénéfice du tarif réduit du droit de consommation à tous les alcools de fruits produits localement

IAA porteur de la proposition : Dominique THIERY – SEDB Distillerie BIELLE

1. Nature (niveau national ou régional) : niveau national

2. Descriptif du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) :

Mettre en place une taxation alignée sur celle du rhum pour l'ensemble des spiritueux produits dans les outremer à partir de fruits issus de la production locale.

3. Durée et calendrier :

2013-2014

OBJECTIF :

1. Quel impact recherché sur le secteur à court, moyen et long terme :

L'instruction ministérielle du 21 juillet 1980 limite, par une interprétation restrictive du bulletin officiel des contributions indirecte N°21 du 3 mai 1948, le bénéfice du tarif réduit du droit de consommation aux seuls spiritueux composés fabriqués à partir d'alcool de canne.

Les droits de consommation pour la production d'alcools de fruits sont très élevés en comparaison à ce qui est appliqué au rhum (1450 € par HAP contre 34,30 € par HAP pour le rhum).

Cette situation constitue un élément particulièrement dissuasif pour la mise en place de nouveaux produits issus de la distillation à base de fruits locaux (mangues...). Le développement de ces produits permettrait pourtant aux distillateurs guadeloupéens d'explorer de nouveaux marchés au delà du seul marché concurrentiel du rhum confronté au niveau international, notamment pour le rhum blanc, à la concurrence des productions de rhum du Brésil ou d'autres pays d'Amérique centrale ou de la Caraïbe.

2. Cohérence de l'action avec les enjeux du secteur :

3. Justification du niveau de priorité de l'action :

4. Appuis existants :

SYNERGIES :

1. Liens avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions :

2. Interaction avec d'autres ateliers thématique :

3. Possibilité d'ouverture de l'action à d'autres secteurs :

4. Possibilité d'expérimentation dans la région (si action de niveau national) :

CIBLE ET PARTICIPANTS :

1. Cible envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME) ;

Neuf producteurs de rhum agricole.

2. Acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs) :

Direction des douanes

COUT PREVISIONNEL :

1. Liste et montants indicatifs des dépenses prévues :

2. Pistes de financements privés :

3. Modalités financières d'intervention publique :

PROPOSITION N°5

ACTION : Permettre la réexportation vers l'Union européenne des produits de la pêche importés en Guadeloupe

IAA porteur de la proposition : Éric PETIT LEBRUN - SEGK

1. Nature (niveau national ou régional) : niveau régional

2. Descriptif du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) :

Développer les possibilités d'exportations de la Guadeloupe en la dotant de postes d'inspection frontaliers aux normes communautaires permettant l'importation de produits de la pêche des autres îles de la Caraïbe puis la réexportation de ces produits vers l'Union européenne.

3. Durée et calendrier :

2014

OBJECTIF :

1. Quel impact recherché sur le secteur à court, moyen et long terme :

Les équipements et installations actuels en terme de poste d'inspections frontaliers ne permettent pas de réexporter vers l'Union européenne les produits de la pêche transformés en Guadeloupe issus de produits importés, la mise en libre pratique étant limitée à la Guadeloupe et à la Martinique.

La mise aux normes des installations, voir la mise en place de structures supplémentaires adaptées à l'importation de produits de la pêche frais débarqués, permettraient aux entreprises agroalimentaires du secteur de la pêche de développer des exportations vers la métropole à partir de produits de la pêche issus de l'environnement caraïbe.

2. Cohérence de l'action avec les enjeux du secteur :

3. Justification du niveau de priorité de l'action :

4. Appuis existants :

SYNERGIES :

1. Liens avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions :

2. Interaction avec d'autres ateliers thématique

3. Possibilité d'ouverture de l'action à d'autres secteurs :

4. Possibilité d'expérimentation dans la région (si action de niveau national) :

CIBLE ET PARTICIPANTS :

1. Cible envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME) ;

Entreprise des transformations et de négoce des produits de la pêche :

- SEGK
- Cap créole
- ...

2. Acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs) :

- Chambre de commerce et d'industrie de la Guadeloupe
- DAAF – SIVEP
- DM

COUT PREVISIONNEL :

1. Liste et montants indicatifs des dépenses prévues :

2. Pistes de financements privés :

- Chambre de commerce et d'industrie de la Guadeloupe

3. Modalités financières d'intervention publique :

PROPOSITION N°6

ACTION : Développer la présence des produits issus des IAA guadeloupéennes dans la restauration collective

IAA porteur de la proposition :

1. Nature (niveau national ou régional) : niveau régional

2. Descriptif du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) :

Mise en place d'un accompagnement des acheteurs publics pour établir des cahiers des charges adaptés aux possibilités de la production locale ainsi qu'un accompagnement des IAA locales pour pouvoir y répondre au niveau de l'approvisionnement (qualité, quantité, régularité, traçabilité), ceci afin de renforcer la place des produits agroalimentaires locaux dans la restauration collective.

3. Durée et calendrier :

2013 -2014

OBJECTIF :

1. Quel impact recherché sur le secteur à court, moyen et long terme :

Les industries agroalimentaires locales sont très peu présentes au niveau de la restauration collective, les appels d'offres effectués étant souvent peu adaptés aux capacités des IAA locales. La mise en place de l'accompagnement envisagé permettrait de renforcer la place des IAA dans le secteur de la restauration collective.

2. Cohérence de l'action avec les enjeux du secteur :

3. Justification du niveau de priorité de l'action :

4. Appuis existants :

SYNERGIES :

1. Liens avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions :

2. Interaction avec d'autres ateliers thématique :

3. Possibilité d'ouverture de l'action à d'autres secteurs :

4. Possibilité d'expérimentation dans la région (si action de niveau national) :

CIBLE ET PARTICIPANTS :

1. Cible envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME) ;

2. Acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs) :

COUT PREVISIONNEL :

1. Liste et montants indicatifs des dépenses prévues :

2. Pistes de financements privés :

3. Modalités financières d'intervention publique :

PROPOSITION N°7

ACTION : Mise en place d'une structure collective d'appui en R&D&I aux IAA guadeloupéennes

IAA porteur de la proposition :

1. Nature (niveau national ou régional) : niveau régional

2. Descriptif du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) :

Mise en place d'une interface technique, méthodologique et stratégique pour appuyer les industries agroalimentaires ayant pour objectifs :

- d'aider les entreprises pour la mise en place de nouveaux produits ou améliorés ;
- de donner l'accompagnement méthodologique pour mener des projets innovants ou complexes ;
- apporter un accompagnement stratégique et financier pour trouver en amont des partenaires financiers locaux ou extérieurs ;
- informer les IAA sur les innovations technologiques et scientifiques dans leurs secteurs en assurant une veille technologique et les liens avec les instituts de recherche présents en Guadeloupe (INRA, CIRAD...) ou ailleurs.

3. Durée et calendrier :

2014

OBJECTIF :

1. Quel impact recherché sur le secteur à court, moyen et long terme :

Le tissu agroalimentaire guadeloupéen est composé d'une très grande majorité de très petites entreprises ne disposant pas de la taille critique nécessaire pour pouvoir mener à bien en interne tous les processus de recherche et de développement de nouveaux produits, de recherche de nouveaux marchés... Elles ne sont pas toutes en mesure d'assurer également la veille technologique ou scientifique permettant de développer de nouveaux produits.

La mise en place d'une structure collective dédiée à ces activités permettrait de répondre aux besoins des IAA sur ces sujets.

2. Cohérence de l'action avec les enjeux du secteur :

3. Justification du niveau de priorité de l'action :

4. Appuis existants :

SYNERGIES :

1. Liens avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions :

Possibilité de lien avec le PARME en Martinique
Extension du dispositif RITA (Réseau d'innovation et de transfert en agriculture) aux industries agroalimentaires.

2. Interaction avec d'autres ateliers thématique :

3. Possibilité d'ouverture de l'action à d'autres secteurs :

4. Possibilité d'expérimentation dans la région (si action de niveau national) :

CIBLE ET PARTICIPANTS :

1. Cible envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME) ;

Ensemble des IAA guadeloupéennes intéressées

2. Acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs) :

AMPI
SITIAAG
Conseil régional
DAAF-DIECCTE
Interprofessions:IGUAVIE, IGUAFHLOR, IGUACANNE

COUT PREVISIONNEL :

1. Liste et montants indicatifs des dépenses prévues :

2. Pistes de financements privés :

3. Modalités financières d'intervention publique :

Conseil régional
FEDER-FEADER

PROPOSITION N°8

ACTION : Permettre aux IAA d'assurer une formation adaptée et de qualité de leurs salariés

IAA porteur de la proposition :

1. Nature (niveau national ou régional) : niveau régional

2. Descriptif du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) :

- Mettre en place un système d'aide au coût de transport des formations qui ne peuvent se faire qu'en métropole.
- Donner une dérogation pour les saisonniers pour qu'ils puissent partir en formation car actuellement les saisonniers ne peuvent bénéficier du 1 % formation.
- Disposer d'une structure collective pouvant identifier les besoins de formation des IAA et permettre lorsque cela est possible de mutualiser certaines formations en organisant des sessions collectives pour plusieurs entreprises en Guadeloupe.

3. Durée et calendrier :

2014

OBJECTIF :

1. Quel impact recherché sur le secteur à court, moyen et long terme :

Les établissements de formation professionnels présents en Guadeloupe ne peuvent répondre à l'ensemble des besoins de formation présents dans les différentes IAA, de secteurs très variés, parfois très spécifiques. Cela implique pour les IAA d'envoyer certains salariés se former en métropole ce qui occasionne des coûts plus importants et donc un budget amoindri pour le reste des salariés. Le maintien du niveau de formation performant constituant un élément majeur pour la compétitivité des entreprises, il convient de mettre en place un dispositif pour compenser l'éloignement géographique.

→ Mettre en place un système d'aide au coût de transport des formations qui ne peuvent se faire qu'en métropole.

Certains secteurs d'activités, du fait d'une activité agricole saisonnière, font appel à des saisonniers ne pouvant bénéficier des dispositifs de formation en dehors de la période d'embauche :

→ Donner une dérogation pour les saisonniers pour qu'ils puissent partir en formation en dehors de la période d'embauche (secteur de la canne).

La mutualisation de certaines actions de formations au niveau locale entre salariés de différentes IAA permettrait d'éviter des déplacements en métropole ce qui constitue un gain de temps et d'argent :

→ Disposer d'une structure collective pouvant identifier les besoins de formation des IAA et permettre lorsque cela est possible de mutualiser certaines formations en organisant des sessions collectives pour plusieurs entreprises en Guadeloupe.

2. Cohérence de l'action avec les enjeux du secteur :

3. Justification du niveau de priorité de l'action :

4. Appuis existants :

SYNERGIES :

1. Liens avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions :

Pour la partie mutualisation des formations, cette mission pourrait être prise en charge par la structure envisagée au niveau de la Proposition 7 : Mise en place d'une structure collective d'appui en R&D&I aux IAA guadeloupéennes

2. Interaction avec d'autres ateliers thématique :

3. Possibilité d'ouverture de l'action à d'autres secteurs :

4. Possibilité d'expérimentation dans la région (si action de niveau national) :

CIBLE ET PARTICIPANTS :

1. Cible envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME) ;

Ensemble des IAA guadeloupéennes.

2. Acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs) :

Conseil régional

COÛT PREVISIONNEL :

1. Liste et montants indicatifs des dépenses prévues :

2. Pistes de financements privés :

3. Modalités financières d'intervention publique :

PROPOSITION N°9

ACTION : Relèvement du contingent de rhum agricole à fiscalité réduite applicable au rhum expédié de Guadeloupe en métropole

IAA porteur de la proposition : Léopold REIMONENQ – Distillerie BELLEVUE-REIMONENQ

1. Nature (niveau national ou régional) : niveau national

2. Descriptif du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) :

Un relèvement du contingent de rhum à fiscalité réduite de la Guadeloupe à hauteur de celui de la Martinique permettrait un développement important de la production locale.

3. Durée et calendrier :

2013

OBJECTIF :

1. Quel impact recherché sur le secteur à court, moyen et long terme :

Le contingent de rhum agricole à fiscalité réduite de Guadeloupe est limité à 11 285hl de produits alors qu'il est presque quatre fois plus élevé en Martinique avec 43 157,76 hl. Un relèvement de ce quota à un niveau équivalent de celui de la Martinique permettrait à l'ensemble des distilleries de la Guadeloupe d'augmenter leurs productions, développer l'emploi et poursuivre leurs investissements, notamment en matière de mise aux normes environnementales.

2. Cohérence de l'action avec les enjeux du secteur :

3. Justification du niveau de priorité de l'action :

4. Appuis existants :

SYNERGIES :

1. Liens avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions :

2. Interaction avec d'autres ateliers thématique :

3. Possibilité d'ouverture de l'action à d'autres secteurs :

4. Possibilité d'expérimentation dans la région (si action de niveau national) :

CIBLE ET PARTICIPANTS :

1. Cible envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME) ;

9 producteurs de rhum guadeloupéen

2. Acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs) :

DGPAAT

COUT PREVISIONNEL :

1. Liste et montants indicatifs des dépenses prévues :

2. Pistes de financements privés :

3. Modalités financières d'intervention publique :

PROPOSITION N°10

ACTION : Appui au développement des exportations vers les États environnant de la Caraïbe

IAA porteur de la proposition : Laurent GIACOMIN – Jus de fruits caraïbes

1. Nature (niveau national ou régional) : niveau régional

2. Descriptif du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) :

- Disposer d'une capacité d'analyse des marchés dans les États de la caraïbe et d'appui aux IAA souhaitant se développer à l'export.

3. Durée et calendrier :

2013-2014

OBJECTIF :

1. Quel impact recherché sur le secteur à court, moyen et long terme :

Les outils industriels présents en Guadeloupe sont souvent en surcapacité du fait d'un marché trop étroit pour être utilisé à plein. Un développement des exportations vers les États environnant permettrait d'optimiser ces outils et assurer la rentabilité des entreprises. Ce développement est toutefois actuellement freiné par les difficultés logistiques et les barrières douanières.

2. Cohérence de l'action avec les enjeux du secteur :

3. Justification du niveau de priorité de l'action :

4. Appuis existants :

SYNERGIES :

1. Liens avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions :

2. Interaction avec d'autres ateliers thématique :

3. Possibilité d'ouverture de l'action à d'autres secteurs :

4. Possibilité d'expérimentation dans la région (si action de niveau national) :

CIBLE ET PARTICIPANTS :

1. Cible envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME) ;

2. Acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs) :

UBIFRANCE
Conseil régional

...

COUT PREVISIONNEL :

1. Liste et montants indicatifs des dépenses prévues :

2. Pistes de financements privés :

3. Modalités financières d'intervention publique :